

# Chapitre 1

## L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale

### Table des matières

<b>1</b>	<b>L'élaboration d'une mémoire résistancialiste</b>	<b>3</b>
1.1	Un pays meurtri et divisé . . . . .	3
1.2	La mise en place d'une mémoire résistancialiste . . . . .	3
1.3	Mémoire contre histoire . . . . .	4
<b>2</b>	<b>La reconnaissance des mémoires de la Seconde guerre mondiale</b>	<b>5</b>
2.1	Un nouveau contexte . . . . .	5
2.2	Le recul du mythe résistancialiste . . . . .	5
2.3	Le réveil de la mémoire juive . . . . .	5
<b>3</b>	<b>Le temps de l'apaisement</b>	<b>6</b>
3.1	L'acceptation par les Français de leur passé . . . . .	6
3.2	Le devoir de mémoire . . . . .	6
3.3	L'intervention des historiens dans les débats publics. . . . .	6

## Chronologie

### Histoire de la Résistance

---

- 1945 : Hommage aux victimes de la guerre à l'Arc de Triomphe
- 1953 : le 8 Mai devient férié
- 1960 : Inauguration du Mémorial du Mont-Valérien
- 1964 : Transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon
- 1964 : Création du Concours National de la Déportation et de la Résistance
- 1973 : Suppression de la commémoration du 8 Mai 1945 (rétablie en 1981)
- 1994 : Inauguration du Mémorial de la Résistance en Vercors
- 2008 : Hommage national à Guy Mocquet
- 2013 : Visite du président allemand à Oradour-Sur-Glane
- 2015 : Transfert des cendres de Germaine Tillon, Geneviève Anthonioz-De Gaulle, Pierre Brossolette et Jean Zay au Panthéon

### Mémoire de la Shoah

---

- 1955 : Alain Resnais réalise « *Nuit et Brouillard* »
- 1956 : Inauguration du Mémorial du Martyr Juif Inconnu à Paris
- 1961 : Procès d'Adolf Eichmann en Israël
- 1985 : Claude Lanzmann réalise « *Shoah* »
- 1987 : Procès de Klaus Barbie en France
- 1990 : Loi Gayssot contre le négationnisme
- 1993 : Création d'une journée de commémoration de la rafle du Vel d'Hiv (16 Juillet)
- 1995 : Jacques Chirac reconnaît la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs
- 2005 : Le Mémorial du Martyr Juif devient le Mémorial de la Shoah
- 2007 : Hommage aux « *Justes* » de France

### Mémoire de Vichy

---

- 1945 : Épuration sauvage puis légale (procès de Pétain et de Laval)
- 1951-53 : Lois d'amnistie.
- 1954 : Robert Aron publie son « *Histoire de Vichy* » (très favorable à Pétain).
- 1971 : Marcel Ophuls réalise « *Le Chagrin et la Pitié* ».
- 1973 : Robert Paxton publie « *La France de Vichy* ».
- 1974 : Louis Malle réalise « *Lacombe Lucien* ».
- 1987 : Henri Rousso publie « *Le syndrome de Vichy* ».
- 1994 : H. Rousso et E. Conan publient « *Vichy, un passé qui ne passe pas* ».
- 1994 : Procès de Paul Touvier.
- 1997 : Procès de Maurice Papon.

## Introduction

Dans l'histoire des nations, il est des périodes, que l'on souhaite occulter car les actes des dirigeants ont été en contradiction avec les principes et les valeurs dans lesquels la population se reconnaît. C'est le cas des années 1940.

En effet, durant ces « années noires », les Français se sont divisés et le gouvernement de Vichy a collaboré avec l'occupant. A partir de 1944, pour rétablir l'unité de la population, les gouvernements diffusent une mémoire résistancialiste et font disparaître des manuels scolaires les pages les plus sombres de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, à partir des années 1970, les victimes de la guerre se mobilisent pour faire reconnaître leurs souffrances et faire juger les coupables. Les Français font enfin faire face à leur passé.

**Problématique** : Comment évoluent les mémoires de la Seconde Guerre mondiale et quel a été le rôle des historiens dans ces changements ?

## 1 L'élaboration d'une mémoire résistancialiste

### 1.1 Un pays meurtri et divisé

---

En 1945, la France est un pays en grande partie ravagé. De 1940 à 1944, le pays a subi une longue occupation et il a été pillé. Les Français ont eu peur, froid et faim. En 1945, le bilan est lourd. Les bombardements alliés ont rasé de nombreuses villes du littoral atlantique. Plus de 600 000 personnes sont mortes et 2 millions d'hommes ont été emmenés en captivité en Allemagne. Des milliers de personnes ont été déportées : des résistants, des travailleurs du STO (Service du Travail Obligatoire) et des Juifs.

Les Français se sont divisés. Le gouvernement français dirigé par le Maréchal Pétain a collaboré avec Hitler en lui livrant des matières premières et des produits finis, en participant à la déportation des Juifs, en créant la Milice contre les résistants. D'autres Français, en France occupée ou à Londres avec De Gaulle ont combattu l'occupation de leur pays. Enfin, la majorité des Français a eu une attitude attentiste.

Dès la libération une épuration sauvage se met en place. Partout, on arrête et on fusille des collaborateurs, des miliciens mais aussi des personnes innocentes. Des femmes qui ont aimé des soldats allemands sont humiliées en public et tondues. De Gaulle impose rapidement aux résistants l'autorité de l'Etat et il met en place une épuration légale avec des tribunaux réguliers. Pétain est condamné à mort mais sa peine est commuée en prison à vie. Laval est exécuté.

### 1.2 La mise en place d'une mémoire résistancialiste

---

En 1945, l'Etat veut rétablir l'unité des Français. Les deux principales forces politiques (les gaullistes et les communistes) s'entendent pour présenter à la population un discours « *résistancialiste* » (expression de l'historien Henri Rousso). Ils effacent de la mémoire officielle des pans entiers du passé : les erreurs dramatiques du haut-commandement (le choix de la Ligne Maginot), la déroute militaire de 1940, l'exode, l'armistice, le vote du 10 Juillet 1940, la collaboration d'Etat ... Les forces politiques présentent l'image un pays totalement résistant, avec très peu

de collaborateurs. Le rôle des Américains dans la libération du territoire est minimisé. Les gaullistes vantent l'action de la France Libre et de son chef. Le Parti communiste, met en avant son action résistante pour faire oublier qu'il a soutenu le Pacte germano-soviétique de 1939 et qu'il n'est réellement entré dans la Résistance qu'à partir de l'invasion de l'URSS par Hitler en 1941. Le PCF se présente comme le « *Parti des 75 000 fusillés* » (alors que le nombre de personnes fusillées par les Allemands s'élève à 30 000).

La IV<sup>e</sup> République (1946-1958) honore les résistants dont les noms sont donnés à des stations de métro ou à des rues (Jacques Bonsergent, Guy Moquet, d'Estienne d'Orves ...). Les autres catégories (prisonniers de guerre, Juifs ...) sont ignorées. En 1960, l'État inaugure le Mémorial du Mont-Valérien (où un millier de résistants ont été fusillés et en 1964, De Gaulle (qui est revenu au pouvoir en 1958) organise de façon grandiose le transfert des cendres de Jean Moulin fondateur du Conseil National de la Résistance au Panthéon. Jean Moulin devient un instrument de la politique résistancialiste : c'est un homme de gauche qui a soutenu le Front Populaire et c'est aussi un fervent gaulliste qui est mort sous la torture.

L'État mène une politique de réconciliation. Les procès cessent et le Parlement vote deux lois d'amnistie en 1951 et 1953. Les Alsaciens-Lorrains engagés de force dans l'armée allemande (les « *malgré-nous* ») qui ont participé au massacre d'Oradour-Sur-Glane sont condamnés puis amnistiés.

Le gouvernement crée en 1954, une « *Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la déportation* » sans faire de distinction entre ceux qui ont été déportés et ceux qui ont été exterminés. En 1956, le film d'Alain Resnais (« *Nuit et Brouillard* ») est censuré car on y apprend que les Juifs internés dans des camps étaient gardés par des policiers français. Par contre la « *Bataille du rail* » de René Clément connaît un grand succès.

L'État français ne se considère pas responsable des crimes commis par le gouvernement de Vichy : la République (qui était à Londres) et l'État français ne peuvent être tenus responsables de la collaboration. Vichy n'a été qu'une parenthèse, un « *État de fait* ».

### 1.3 Mémoire contre histoire

---

La mémoire est un ensemble incomplet et sélectif de souvenirs du passé. Chaque personne, chaque groupe social a une mémoire propre. L'histoire, par contre, est une science qui souhaite retranscrire de façon rigoureuse et objective le passé. La mémoire et l'histoire s'opposent à la Libération. Les historiens qui s'intéressent au conflit ont une tâche difficile. Ils doivent travailler sur des événements très récents dont le souvenir est très douloureux pour beaucoup de Français. L'État ne les laisse pas accéder aux archives et ils doivent se contenter des récits des résistants qui ne sont pas toujours justes. Les résistants qui détestaient Jean Moulin ont fait circuler de nombreuses calomnies sur son compte (agent communiste ...). Ces accusations ont été réfutées son secrétaire Daniel Cordier qui a utilisé ses archives personnelles.

En 1951, Pétain meurt à l'île d'Yeu et ses partisans demandent le transfert de sa dépouille à Douaumont (près de Verdun). Robert Aron publie une Histoire de Vichy où il minimise les fautes de Pétain et où il avance la théorie du « *glaive et du bouclier* » : Robert Aron affirme que Pétain et De Gaulle travaillaient en parfait accord. Pétain était le bouclier qui protégeait les Français et De Gaulle était le glaive (l'épée) qui combattait les Allemands.

## 2 La reconnaissance des mémoires de la Seconde guerre mondiale

### 2.1 Un nouveau contexte

---

Au début des années 1970, le climat change. En 1969, De Gaulle s'est retiré en 1969 et il est mort l'année suivante. Le PCF entame son déclin électoral. Les successeurs du Général qu'ils soient de droite ou de gauche restent sur la même ligne politique. Ils refusent de reconnaître une quelconque responsabilité de l'État français et le ministère de l'Intérieur met peu de zèle à retrouver les collaborateurs en fuite. En 1971, Pompidou gracie Paul Touvier, chef de la Milice de Lyon et il demande que l'on oublie « ces temps où les Français ne s'aimaient pas, s'entre-déchiraient et même s'entre-tuaient ». Giscard d'Estaing supprime la commémoration du 8 mai 1945 au nom de l'amitié franco-allemande. Tous les présidents font fleurir la tombe de Pétain à l'île d'Yeu le 11 novembre.

### 2.2 Le recul du mythe résistancialiste

---

Cependant, les Français qui sont nés après la guerre, et qui ont participé au mouvement contestataire de Mai 68 sont prêts à entendre une autre version de l'histoire de leur pays.

Le cinéma écorne le mythe résistancialiste; Marcel Ophuls réalise « *Le Chagrin et la Pitié* » et il montre que toute la France n'était pas entièrement résistante. Louis Malle dans « *Lacombe Lucien* » raconte l'histoire d'un paysan français qui se met au service de la Gestapo. Aux États-Unis, on réalise la série « *Holocaust* » et en France Claude Lanzmann tourne « *Shoah* ».

Les historiens ont davantage accès aux archives : L'américain Robert Paxton publie « *La France de Vichy* »; dans ce livre qui a un grand succès, il démontre que la collaboration a été proposée par Pétain et non demandée par Hitler. A la suite de Paxton, de nombreux historiens mènent des recherches sans craindre d'être iconoclastes.

### 2.3 Le réveil de la mémoire juive

---

En 1945, la population n'a pas une vision claire du système concentrationnaire nazi et peu de gens font la distinction entre un camp de concentration (où les déportés sont mis au travail jusqu'à la mort) et un camp d'extermination (où les Juifs et les Tziganes sont gazés dès leur arrivée). La Shoah (extermination des Juifs) n'est donc pas un sujet central. Les rescapés des camps sont peu nombreux (2 500 sur 75 000) et ce sont des ouvriers pour la plupart alors beaucoup de résistants déportés sont les personnalités connues. Les Juifs se réfugient dans le silence. Certains comme Simon Wiesenthal ou les époux Klarsfeld se lancent dans la traque des nazis dans le monde entier.

En 1961, le gouvernement israélien capture en Amérique du Sud Adolf Eichmann qui était responsable du transport des Juifs vers les camps d'extermination. Son procès est très médiatisé et pour la première fois les survivants des camps sont appelés à témoigner. La spécificité du sort des Juifs est reconnue.

En France, les intellectuels se mobilisent devant la montée des thèses négationnistes.

En effet, de pseudo-historiens affirment que les chambres à gaz et donc la Shoah n'ont jamais existé. Robert Faurisson affirme que « *dans le bagne d'Auschwitz, on gazait des poux* ». En 1987, Le chef de l'extrême-droite Jean-Marie Le Pen affirme que les chambres à gaz étaient « *un point de détail de la Seconde Guerre mondiale* ». Les historiens et les intellectuels se mobilisent et Pierre Vidal-Naquet, éminent spécialiste de l'Antiquité publie « *Les Assassins de la Mémoire* ».

## 3 Le temps de l'apaisement

### 3.1 L'acceptation par les Français de leur passé

---

Des procès pour crimes contre l'humanité sont organisés : contre Klaus Barbie, chef de la Gestapo de Lyon et tortionnaire de Jean Moulin (1987), contre Paul Touvier (1994), et enfin contre le préfet et ancien ministre Maurice Papon (1998). En 1992, le gouvernement socialiste a créé une journée nationale à la mémoire des victimes des persécutions racistes et antisémites (le 16 Juillet, jour de la rafle du Vel d'Hiv). François Mitterrand est le premier président à y assister.

Les Français découvrent l'existence des « *vichysto-résistants* » qui comme François Mitterrand ont servi Pétain avant de s'engager dans la Résistance.

En 1995, se produit un événement majeur : Jacques Chirac reconnaît la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs de France. Il salue aussi les Justes qui ont sauvé et caché des Juifs au péril de leur vie. L'Etat indemnise les familles spoliées ou déportées. Ainsi toutes les victimes de la guerre sont reconnues.

### 3.2 Le devoir de mémoire

---

Le contentieux étant apuré, l'accent est maintenant mis sur le devoir de mémoire. La jeunesse doit savoir ce qui s'est passé pendant la guerre pour mieux se mobiliser contre le racisme et l'antisémitisme. Le Mémorial du Martyr juif devient le Mémorial de la Shoah (2005). L'Etat crée la fondation pour la mémoire de la Shoah dont Simone Veil devient la première présidente.

L'Etat combat fermement le négationnisme (loi Gayssot de 1990).

### 3.3 L'intervention des historiens dans les débats publics.

---

Les historiens voient dans les lois mémorielles une tentative de l'Etat de contrôler le travail et de l'utiliser à des fins politiques. Ils rappellent qu'ils sont là pour expliquer le passé et non le commémorer et diffuser le patriotisme.

Lors des procès de K. Barbie, de P. Touvier et de M. Papon, les historiens sont invités à participer aux procès pour rappeler aux juges et aux jurés l'histoire des années noires. Jean-Noël Jeanneney a accepté de témoigner pour aider la justice. Henry Rousso a refusé car il s'agissait de juger un homme et non une époque ou un régime.

En 2007, l'Etat a voulu que l'on lise à tous les élèves la dernière lettre de Guy Moquet aux lycéens. Devant la forte protestation, il a fait marche arrière.

## Conclusion

Les paroles de Jacques Chirac permettent de mettre fin à la guerre des mémoires de la Seconde Guerre mondiale. Le devoir de mémoire fait maintenant l'unanimité. Cependant, les dirigeants continuent à se réclamer des résistants et de leurs combats. Le premier geste de tout président élu est de marquer son attachement à la Résistance. En Septembre 2013, François Hollande et son homologue allemand Joachim Gauck se sont rendus à Oradour-Sur-Glane. En 2015, les cendres de quatre résistants sont transférées au Panthéon : Germaine Tillon, Geneviève Anthonioz-De Gaulle (qui ont été déportées à Ravensbruck), Pierre Brossolette et Jean Zay. En Juin 2018, ce fut le tour de Simone Veil d'être panthéonisée.

## Documentaires utiles pour réviser ce cours

- **Sur l'Occupation et la France en 1945**  
Ces Français qui ont choisi Hitler.
  - Das Reich, une division S.S. en France (1 et 2)
  - Oradour-Sur-Glane, le procès de l'impossible
  - 1945 : France, année zéro
- **Sur le négationnisme :**
  - Les faussaires de l'histoire